

En collaboration avec



**Evolution du Dossier  
Communicant de  
Cancérologie (DCC)**  
**Appel à  
projets 2025**

Texte/Cahier des charges

Réponse possible jusqu'au  
**02 Septembre 2025**

**Statut : Publié | Classification : Diffusion publique | Version 2**

Historique du document – Suivi des modifications apportées			
Version	Date	Auteur	Commentaires/modifications
Version 1	30/04/25	Equipe projets ANS	Version initiale
Version 2	06/06/25	Equipe projets ANS	<ul style="list-style-type: none"><li>- Modification de la date de soumission des candidatures et du calendrier prévisionnel</li><li>- Modification des Modalités de financement (avance) 5.4</li></ul>



# Table des matières

1 Contexte et objet de l'appel à projets

2 Conditions d'éligibilité de l'appel à projets

3 Critères de sélection des projets

4 Organisation de la procédure de l'appel à projets

5 Règles de financement

6 Confidentialité et communication

Annexes :

- A.1 Référentiel d'exigences minimales REM DCC
- A.2 Cahier des charges fonctionnel CDC DCC
- A.3 Dossier descriptif du projet : dossier de candidature commun avec l'AAP phase 3 de l'INCa
- A.4 Dossier administratif d'engagements commun avec l'AAP phase 3 de l'INCa



# 1. Contexte, objet et calendrier de l'appel à projets

## CONTEXTE

La [Stratégie décennale de lutte contre les cancers 2021-2030](#) insiste sur la nécessité de disposer de documents dématérialisés et interopérables permettant d'améliorer la qualité et la sécurité des soins en cancérologie.

Le décret n° 2022-693 du 26 avril 2022 relatif aux conditions techniques de fonctionnement de l'activité de soins pour le traitement du cancer pour les établissements autorisés à l'activité de soins du cancer précise que le titulaire de l'autorisation « *doit garantir le partage sécurisé de documents dématérialisés (...) aux professionnels de santé contribuant au parcours de soins en cancérologie et au patient* » (codifié à l'[article D. 6124-131-8 du code de la santé publique](#)).

Pour répondre à cet objectif, **des plateformes numériques régionales de cancérologie ont été mises en place dans chaque région, sous le pilotage des Agences régionales de santé (« ARS »), permettant la mise en œuvre du dossier communicant de cancérologie (« DCC »)**. Le DCC inclut un ensemble des documents médicaux nécessaires au parcours de soins des personnes atteintes d'un cancer et les moyens de les produire afin qu'ils soient partagés entre les professionnels concernés.

Les plateformes numériques régionales précitées sont opérées, dans le cadre d'un service économique d'intérêt général (**SIEG**), par des acteurs régionaux, responsables de la mise en œuvre du DCC (ci-après collectivement désignés « **Organismes régionaux** »), à savoir :

- les Dispositifs Spécifiques Régionaux du cancer (« **DSR-C** ») ; et
- les Groupements Régionaux d'Appui au Développement de la e-Santé (« **GRADEs** »).

Dans ce contexte, le projet « **Production, déploiement et exploitation au sein de Mon espace santé du programme personnalisé de soins en cancérologie (PDE-MES-PPS-CANCER)** » (ci-après « **le Projet** ») a été initié dès le 21 mars 2022 par l'Institut national du cancer et la Délégation au numérique en santé. Il vise à atteindre l'évolution des outils



de production des documents du programme de parcours de soins en cancérologie (PPS et Fiche RCP), afin que les professionnels puissent produire ces documents et les verser dans le profil *Mon Espace santé* des patients atteints de cancer. L'incidence du cancer est de 400 000 nouveaux cas par an, et au moins autant de PPS sont produits tous les ans.

Le Projet précité se décompose en trois phases successives :

- Phase 1 : Développements permettant l'évolution des solutions informatiques régionales existantes ;
- Phase 2 : Déploiement technique des solutions informatiques évoluées ;
- Phase 3 : Développement des usages et pratiques des documents du programme de parcours de soins en cancérologie.

Dans le cadre de la mise en œuvre du présent Appel à Projet, il a été décidé d'articuler les phases 1 et 2 autour des organismes Bénéficiaires, à savoir :

- Phase 1 : Temps I de Développement de solutions informatiques régionales permettant l'exploitation d'un DCC depuis « Mon Espace Santé » + Temps II de déploiement des solutions dans son écosystème régional par des Organismes régionaux « pilotes » ;
- Phase 2 : Temps II de Déploiement, le cas échéant, des solutions informatiques développées lors de la Phase 1 auprès d'Organismes régionaux « partenaires » ;

Pour la mise en œuvre des Phases 1 et 2 du Projet, un programme de financement, destiné à encourager l'évolution des DCC, outils de production des documents du parcours de soins en cancérologie a été mis en place par un arrêté ministériel du 14 mai 2024<sup>1</sup>.

En vertu de cet arrêté, l'Agence du numérique en santé (« **l'ANS** »), groupement d'intérêt public visé à l'[article L. 1111-24 du code de la santé publique](#), est chargée de la gestion technique, administrative et financière de ce programme, couvrant les Phases 1 et 2 du Projet, sous la forme d'un appel à projet unique<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> V. art. 1 de l'arrêté du 14 mai 2024 *relatif à la mise en place d'un programme de financement destiné à encourager la production, le déploiement et l'exploitation au sein de Mon espace santé du programme personnalisé de soins en cancérologie*

<sup>2</sup> V. art 2 et 3 I de l'arrêté du 14 mai 2024 précité



Ce programme est financé dans le cadre du volet numérique du plan d'investissement dit du « *Sécur de la Santé* », au moyen de fonds européens, relevant du plan de relance et de résilience européen, à hauteur d'un montant arrêté à trois millions d'euros TTC.

Pour la Phase 3 du Projet, l'Institut national du cancer (« **l'Institut** ») met concomitamment en place, dans le cadre d'un appel à projets distinct, un dispositif de financement d'un montant de huit cent mille euros, pourvu sur des fonds propres distincts.

Pour assurer leur gestion cohérente et coordonnée, les deux appels à projets mentionnés ci-dessus, correspondant respectivement aux Phases 1 et 2 portées par l'ANS et la Phase 3 portée par l'Institut, font l'objet d'une instruction en partie commune, dont les modalités sont décrites ci-après.

## OBJET DU PRESENT APPEL A PROJET :

Dans ce contexte, conformément à l'arrêté précité du 14 mai 2024, l'ANS met en place le présent appel à projet « Evolution du Dossier Communicant de Cancérologie (DCC) », au titre des Phases 1 et 2 du Projet décrites ci-dessus.

Il est destiné à encourager, par l'octroi d'une subvention, la production, le déploiement et l'exploitation au sein de Mon espace santé du programme personnalisé de soins en cancérologie. Ce projet consiste à mettre en œuvre de manière homogène et rapide, dans l'ensemble des régions dotées d'une plateforme numérique régionale de cancérologie, les prérequis techniques et organisationnels nécessaires à la production et au versement du PPS en cancérologie conforme au cadre d'interopérabilité des systèmes d'information de santé (CI-SIS) dans le dossier médical partagé (DMP) / Mon Espace Santé (MES) des patients atteints de cancer afin qu'ils puissent avoir accès aux informations concernant les modalités thérapeutiques de leur prise en charge. Il s'agit également de faire bénéficier les établissements de santé dont la solution DCC est intégrée dans le SIH des évolutions apportées dans le cadre du projet « Evolution du Dossier Communicant de Cancérologie (DCC) ».

Le présent appel à projets est régi par les documents suivants :

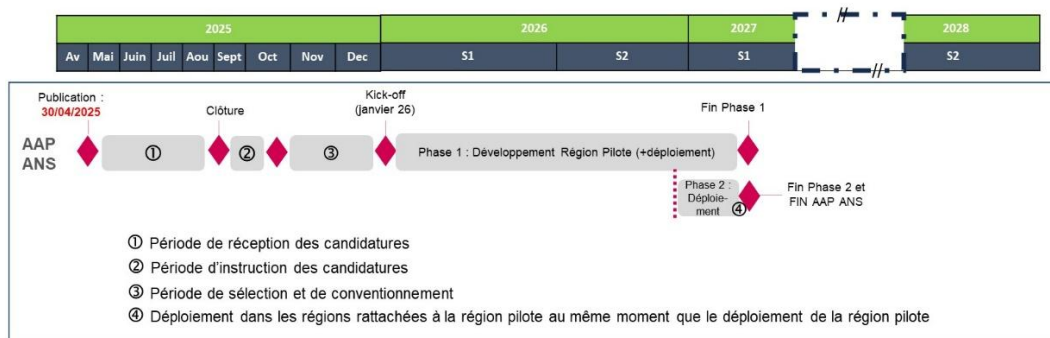
- l'arrêté du 14 mai relatif à *la mise en place d'un programme de financement destiné à encourager la production, le déploiement et l'exploitation au sein de Mon espace santé du programme personnalisé de soins en cancérologie* ;
- le présent cahier de charges, qui définit les conditions et modalités de mise en œuvre de l'appel à projets, telles qu'approuvées par délibération du conseil d'administration de l'ANS du 17 décembre 2024 ;
- le Cahier des charges DCC (« **CDC DCC** »), annexé au présent cahier de charges (annexe A.2) : ce document décrit le contexte de mise en œuvre des exigences contenues dans le Référentiel d'exigences minimales DCC ;
- le Référentiel d'exigences minimales DCC (« **REM DCC** »), annexé au présent cahier de charges (annexe A.1) : ce document définit les exigences techniques des services socles et des fonctionnalités du domaine de la cancérologie nécessaire à la bonne réalisation du projet ; Ce document est sous une forme de « release candidate » en cours de validation par les autorités. Elle est mise à



disposition à titre indicatif de façon à permettre aux candidats de prendre connaissance des évolutions attendues. La version définitive du REM sera envoyée à chacun des candidats avant la date de clôture du dépôt de candidature.

- le Dossier descriptif du projet commun aux deux Appels à Projets annexé au présent cahier de charges (annexe A.3) : dossier de candidature colligeant les informations techniques d'évolution des plateformes régionales DCC annexé au présent cahier de charges (annexe A.3).
- et le Dossier administratif d'engagement des différentes parties prenantes de cet appel à projets, annexé au présent cahier des charges (annexe A.4)

### Calendrier prévisionnel de l'appel à projets ANS :



Dans un souci de simplification pour les candidats, les étapes ① de réception des candidatures et ② d'instruction des candidatures sont communes aux deux appels à projets gérés respectivement par l'ANS (Phases 1 et 2) et par l'Institut (Phase 3).

Les autres étapes, spécifiques à chacun des appels à projets, sont gérées de façon séparée par l'ANS et l'Institut ; notamment en ce qui concerne l'ordonnancement des financements.

Le calendrier ci-dessus est seulement fourni à titre indicatif.



## 2. Conditions d'éligibilité de l'appel à projets pour les Phases 1 et 2

Est éligible à l'appel à projets Evolution du Dossier Communicant de Cancérologie (DCC) tout projet qui respecte les conditions cumulatives suivantes.

### 2.1. Thématique et objectifs des phases 1 et 2 du projet

#### Thématique du projet

Le projet candidat doit porter sur l'adaptation des plateformes numériques régionales de cancérologie aux prérequis techniques et organisationnels, appliqués au DCC, nécessaires à la production et au versement du PPS en cancérologie conforme au cadre d'interopérabilité des systèmes d'information de santé (CI-SIS) dans le dossier médical partagé (DMP) / Mon Espace Santé (MES) des patients atteints de cancer afin qu'ils puissent in fine avoir accès aux informations concernant les modalités thérapeutiques de leur prise en charge.

#### Objectif du projet

Le projet candidat doit avoir pour objectifs d'atteindre des cibles techniques de développement et de déploiement opérationnel des programmes personnalisés de soins en cancérologie permettant leur dépôt dans Mon Espace Santé dans le respect des référentiels de l'article L1470-5 du code de la santé publique.





Il doit correspondre à la Phase 1 et, le cas échéant, à la Phase 2 du Projet :

- la Phase 1 correspond au Temps I de développement de solutions informatiques régionales permettant l'exploitation d'un DCC depuis « Mon Espace Santé » conformément au CDC DCC (annexe A.2) et au REM DCC (annexe A.1) au sein d'un Organisme régional « pilote », et au Temps II de déploiement des solutions dans son écosystème régional par l'Organisme régional « pilote » ;
- la Phase 2 correspond au Temps II de Déploiement des solutions informatiques développées lors de la Phase 1 auprès d'Organismes régionaux « partenaires » d'un Organisme régional « pilote » ;

La cible technique de ces deux Phases est de permettre la mise en œuvre de la Phase 3 du Projet dédiée au développement des usages et pratiques des documents du programme de parcours de soins en cancérologie, couvert par l'appel à projets mené par l'Institut.

## 2.2. Profil et engagement du candidat

### Profil du candidat

Conformément à l'article 1er de l'arrêté du 14 mai 2024 précité, le présent appel à projets s'adresse exclusivement aux Organismes régionaux qui opèrent les plateformes numériques régionales de cancérologie (DSR-C ou GRADeS).

Le Candidat est :

- soit un Organisme régional « pilote », auto-éditeur du code source de la plateforme numérique régionale de cancérologie ou porteur d'un contrat éditeur : il sera uniquement concerné par la Phase 1 du Projet ;
- soit un groupement d'Organismes régionaux, constitué d'un Organisme régional « pilote » et d'un ou plusieurs Organismes régionaux « partenaires », partageant une même plateforme numérique régionale de cancérologie : dans ce cas,



- l'Organisme régional « pilote » sera concerné par la Phase 1 ; et
- le ou les Organismes régionaux « partenaires », soit les autres membres du groupement, seront concernés par la Phase 2.

Lorsque le Candidat est un groupement d'Organismes régionaux, l'Organisme régional « pilote » et le ou les Organismes régionaux « partenaires » complètent chacune de leur partie du dossier de candidature (dossier descriptif du projet) et du dossier administratif d'engagement annexés au présent cahier des charges / texte d'AAP. Dans un objectif de facilitation des échanges avec l'ANS et avec l'INCa, l'organisme régional « pilote » est désigné « Coordonnateur » en charge du dépôt du dossier de candidature du groupement sur le portail PROJETS de l'INCa présenté à l'article 4.1 du présent.

Sauf disposition contraire du présent cahier de charges, chaque membre du Groupement est tenu de respecter les dispositions du présent cahier de charges.

### Engagements du Candidat

En candidatant à l'AAP DCC 2024, le Candidat :

- s'engage à mobiliser les équipes nécessaires au bon déroulement du projet. Elle s'engage notamment à mobiliser un chef de projet en charge de la coordination du projet. En plus de son rôle technique, le coordinateur sera responsable de l'ensemble de la mise en œuvre du projet, de la mise en place des modalités de la collaboration entre les participants, de la production des documents requis, de la tenue des réunions, de l'avancement et de la communication des résultats. Un interlocuteur SI devra également être identifié comme partie prenante du projet (si le chef de projet en charge de la coordination ne dispose pas de ce profil).
- s'engage à participer activement à l'évaluation du projet en mettant tous les moyens en œuvre pour sa bonne réalisation ;
- s'engage à accepter sans réserve la publication large et transparente des résultats de l'évaluation du projet auprès du grand public (en particulier du rapport d'évaluation) ;
- s'engage à ce que la solution informatique objet du projet soit conforme aux référentiels d'interopérabilité et d'éthique mentionnés à l'article L. 1470-5 du code de la santé publique ;



- s'engage à prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la protection juridique des travaux qu'il présente au titre de cet appel à projets ;
- s'engage à respecter le cadre juridique applicable des règles de financement pour le financement ANS.

## 2.3. Début et durée du projet

Aucun engagement juridiquement contraignant de commande ou rendant irréversible le projet ne doit avoir été pris par le Candidat avant sa candidature au présent appel à projet. Dans le cas contraire, les coûts déjà engagés par le Candidat au titre du projet ne pourront pas être pris en compte dans le cadre du présent appel à projets.

**La durée totale du projet financé au titre du présent appel à projets est limitée à 20 mois** (sauf exception argumentée) à compter de la signature de la convention prévue à l'article 4.3 du présent cahier des charges.

Cette durée totale couvre notamment à titre indicatif le développement de la solution informatique, pendant une durée de 10 à 12 mois, et son déploiement au sein de l'Organisme régional « pilote » et, le cas échéant, du ou des Organismes régionaux « partenaires », pendant une durée de 2 à 4 mois.

L'ANS se réserve le droit de proposer une prolongation du projet à un candidat par l'intermédiaire d'un avenant si besoin. De même, un candidat est libre de postuler en demandant un délai supérieur aux délais ci-dessus, à condition de motiver cette demande. Le commencement effectif du projet sera déterminé par la date de signature de la convention par l'ensemble des parties prenantes.

## 2.4. Respect des modalités de candidature

Le dossier de candidature doit être soumis conformément aux modalités décrites à l'article 4.1 du présent cahier des charges.



## 2.5. Respect des conditions de financement

La candidature doit être conforme aux règles de financement énoncées à l'article 5 du présent cahier de charges.

### 3. Critères de sélection des projets

L'ANS sélectionne, parmi les candidatures éligibles, un ou plusieurs projets au regard des critères suivants :

#### Capacité du Candidat à appréhender le contexte de l'AAP et à motiver les évolutions retenues :

Le Candidat doit expliquer sa compréhension du projet d'un point de vue « évolution de l'outillage » et les raisons qui l'ont poussé à choisir la solution informatique retenue au regard de chacun des référentiels et services socles du Ségur du numérique (MSS, INS, DMP, ...) précisés dans le REM DCC.

#### Capacité du Candidat à se mettre en conformité avec le Référentiel d'Exigences Minimales (REM DCC) et à démontrer l'adéquation des principes d'architecture retenus :

Le Candidat doit documenter précisément la méthode qu'il compte utiliser avec les principes d'architecture retenus, ainsi que l'échéancier selon lequel il va entreprendre les travaux afin de se conformer à l'ensemble des exigences du REM DCC. Il est attendu un échéancier précis reprenant les différentes parties du REM (INS, DMP, MSS,...).

#### Capacité du Candidat à établir un état des lieux des travaux déjà réalisés (y compris hors financement) et des travaux restants ouvrant droit au financement.

- Le Candidat doit documenter précisément les éventuels travaux déjà réalisés en lien avec ceux attendus dans le cadre de la mise en œuvre du REM DCC. Il est entendu que ces travaux, déjà effectués ou en cours avant la signature de la convention ouvrant droit au financement, ne pourront être comptabilisés comme travaux ouvrant droit à subvention.
- Le Candidat doit documenter précisément les travaux à réaliser pour chacun des référentiels et services socles du REM DCC en s'appuyant sur des estimations financières établies par l'éditeur de la solution informatique retenue.

### Capacité du candidat à mettre en place une gouvernance en adéquation avec le projet

Le Candidat doit documenter précisément le pilotage et la comitologie mis en place pour assurer le bon avancement des travaux et le respect de l'échéancier.

En cas de candidature sous forme d'un groupement d'Opérateurs régionaux, capacité du Candidat à mettre en place une organisation interrégionale permettant le déploiement fonctionnel de la solution développée auprès des Organismes régionaux « partenaires »

Le Candidat doit documenter précisément la méthode qui sera utilisée pour déployer la solution développée dans l'**Organisme régional** « pilote » **auprès de** chacun des **Organismes régionaux** « partenaires » rattachés qui utilisent la même solution.

## 4. Organisation de la procédure d'appels à projets

### 4.1. Dossier de candidature et modalités de soumission

#### Dossier de candidature

Le dossier de candidature est composé :

- Des données complétées sur le portail PROJETS de l'Institut national du cancer ;
- Du dossier descriptif du projet commun avec l'AAP Phase 3 géré par l'INCa disponible en annexe A.3,
- Du dossier administratif d'engagement commun avec l'AAP Phase 3 géré par l'INCa, ainsi que la déclaration concernant le caractère de minimis énoncé à l'article 5.1 du présent.

#### Modalités de soumission

La soumission des projets s'effectue à partir du portail PROJETS de l'Institut:  
<https://projets.e-cancer.fr>

La soumission des projets s'effectue selon les étapes suivantes :

**Etape 1 : Création/activation de compte** : pour se connecter, le Candidat doit utiliser son adresse email de référence en tant qu'identifiant sur la page d'accueil du portail PROJETS.

- Si le Candidat n'est pas encore inscrit, il doit créer son compte et compléter son identité et son profil professionnel.
- Si le Candidat est déjà enregistré, un message signale que son adresse email existe déjà. Il suffit alors de cliquer sur "Mot de passe oublié" et de suivre les indications.
- Enfin, si le Candidat pensait être déjà inscrit et que son adresse email n'est pas reconnue, il peut contacter le service en charge des réceptions à l'adresse :

[assistanceprojets@institutcancer.fr](mailto:assistanceprojets@institutcancer.fr)



**Dépôt du dossier de candidature : tout dossier de candidature doit être déposé au nom et coordonnées du coordonnateur exclusivement. Un dossier déposé sous un autre nom/adresse mail ne sera pas recevable.**

### **Etape 2 : Accès au dossier de candidature**

Le candidat accède à son compte dans le portail PROJETS :

- Il complète les données demandées en ligne (rubriques complémentaires) ;
- Il dépose les documents requis pour la soumission :
  - Descriptif du projet dans la rubrique « Présentation du projet » ;
  - Budget prévisionnel dans la rubrique « annexe financière – budget prévisionnel » ;
  - Autres documents dans la rubrique « Pièces jointes complémentaires »
  - Dossier d'engagement dans la rubrique « engagements »

### **Etape 3 : Validation /soumission**

La validation définitive impose une relecture de la complétion des données, le clic « soumission définitive » génère un email accusant réception et confirmant le dépôt du dossier.

#### **Points d'attention :**

Une fois validé, le Candidat ne pourra plus modifier les éléments de son dossier.

**Le dossier de candidature doit être validé et passé à l'état « soumission définitive » avant le mardi 02/09/25 (14h00 – heure de Paris), sous peine de rejet de celui-ci.**

Les dossiers peuvent être soumis pendant toute la période d'ouverture de l'appel à projets.

## **4.2. Instruction des candidatures**

**Le choix des projets s'effectue sur la base des critères d'éligibilité et de sélection décrits aux articles 2 et 3 du présent cahier des charges.**





L'instruction des candidatures se déroule selon les étapes suivantes :

- **Instruction conjointe des candidatures par l'ANS et l'Institut :**  
**Vérification** de la complétude des dossiers et du respect des critères d'éligibilité ;
- **Evaluation technique et financière** du dossier.
- **Sélection des candidatures par l'ANS :**
  - Evaluation du dossier de candidature par le comité d'engagement de l'ANS qui rend un avis simple ;
  - Sélection définitive par le directeur de l'ANS des candidatures lauréates de l'appel à projets ANS.

### Engagements des évaluateurs

Toutes les personnes susceptibles d'intervenir dans le cadre du présent Appel à Projet s'engagent par leur signature à respecter la charte de prévention des conflits d'intérêt de l'ANS.

Par ailleurs, les évaluateurs qui auront accès aux dossiers des candidats via le portail PROJETS, s'engagent avant le démarrage de l'évaluation, à :

- respecter les dispositions déontologiques de l'Institut consultables à l'adresse suivante : <http://www.e-cancer.fr/Institut-national-du-cancer/Deontologie-et-transparence-DPI/Acteurs-de-l-evaluation-de-projet> ;
- conserver confidentiels les documents ou informations auxquels ils auront accès ;
- déclarer les liens d'intérêts directs ou indirects qu'ils pourraient avoir avec les projets à évaluer.

## 4.3. Conventionnement

A la suite d'une décision favorable prise par le directeur de l'ANS une convention est signée entre l'ANS et chaque Candidat dont le projet a été retenu. En cas de groupement d'Organismes régionaux, chaque membre du groupement est partie à la convention.



La signature de la convention précitée ouvre droit au Candidat dont le projet a été retenu (ci-après le « **Bénéficiaire** ») à une subvention attribuée et versée par l'ANS dans les conditions de l'article 5 du présent cahier de charges.

La convention fixe les objectifs, les moyens, le calendrier et les conditions de réalisation du projet ainsi que les modalités d'évaluation des résultats et de contrôle par l'ANS de la bonne utilisation des crédits, moyens ou services mis à disposition.

Aucun acte de l'ANS ne saurait être regardé comme un engagement juridiquement contraignant pour les bénéficiaires de mettre en œuvre le projet ou rendant irréversible celui-ci, avant la signature de la convention.

## 4.4. Suivi des Bénéficiaires

L'ANS assure le suivi de la mise en œuvre des projets sélectionnés dans le cadre des Phases 1 et 2 du Projet.

Chaque Phase donne lieu à différents temps de transmission de documents par le Bénéficiaire permettant la vérification du bon déroulement du projet lauréat et le cas échéant la libération des tranches du budget alloué au Bénéficiaire.

### Pour la phase 1 : Développement et Déploiement « pilote »

#### T1 – Temps de Développement « pilote » – 10 à 12 mois

A l'issue du développement de la solution par l'Organisme régional pilote, les documents suivants sont à transmettre :

- Le rapport d'activité fin T1
- Le cahier de recette éditeur
- L'attestation de conformité au REM transmise par l'ANS à la suite de la vérification de l'ensemble des preuves déposées sur la Plateforme de dépôt des preuves prévue à cet effet et mise à disposition des bénéficiaires par l'ANS.

#### T2 – Temps de déploiement « pilote » – 2 à 4 mois

A l'issue du déploiement de la solution par l'Organisme régional pilote, les documents suivants sont à transmettre :

- Un rapport d'activité finale de fin de phase 1



- Un rapport financier qui rend compte des dépenses engagées et liquidées et des financements associés. Ce rapport financier doit être visé par une autorité financière compétente (expert-comptable, commissaires aux comptes, etc.) ;
- Une première transmission du tableau de bord régional sera réalisée pour valider la bonne réception des données chiffrées par l'Institut et l'ANS
- Le cahier de recette régionale
- L'attestation régionales de déploiement (cf. Modèle de document en annexe du document Chapeau).

## Phase 2 –Déploiement « partenaire » – 2 à 4 mois

### T2 – Temps de déploiement « partenaire » – 2 à 4 mois

A l'issue du déploiement de la solution par l'Organisme régional partenaire, les éléments suivants sont à transmettre :

- Le rapport d'activité de fin de phase 2
- Un rapport financier qui rend compte des dépenses engagées et liquidées et des financements associés. Ce rapport financier doit être visé par une autorité financière compétente (expert-comptable, commissaires aux comptes, etc.) ;
- Une première transmission du tableau de bord régional sera réalisée pour valider la bonne réception des données chiffrées par l'Institut et l'ANS
- Le cahier de recette régionale
- L'attestation régionales de déploiement (cf. Modèle de document en annexe du document Chapeau).

La convention conclue entre le Bénéficiaire et l'ANS en vertu de l'article 4.3 du présent cahier des charges précise la nature et les modalités de transmission des livrables attendus.

Dans un objectif de capitalisation et de partage des retours d'expérience, une partie des éléments de documentation produits dans le cadre des projets retenus a vocation à être rendue publique (en particulier les rapports d'activité produits à la fin du projet).



## 5. Règles de financement

### 5.1. Caractère de *minimis*

Les subventions octroyées dans le cadre du présent appel à projets constituent des aides *de minimis* pour la prestation d'un SIEG, au sens du règlement (UE) n° 2023/2832 de la Commission du 13 décembre 2023 *relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis accordées à des entreprises fournissant un service d'intérêt économique général*.

En conséquence, une subvention ne pourra être attribuée à un Candidat que si le montant cumulé des aides *de minimis* qu'il a perçues au cours des trois dernières années, y compris celle sollicitée dans le cadre du présent appel à projets, n'excède pas 750 000 €.

Le candidat s'engage à remettre, au moment du dépôt de sa candidature, une déclaration sur l'honneur précisant :

- le montant total des aides *de minimis* perçues au cours des trois dernières années, cette période s'appréciant de manière glissante ;
- la nature, la date d'octroi et l'autorité ayant attribué ces aides ;
- et qu'il n'a pas dépassé, avec la subvention demandée, le plafond précité.

L'absence ou l'inexactitude de cette déclaration pourra entraîner le rejet de la candidature ou, le cas échéant, le retrait de la subvention accordée.

Lorsque le Candidat est un groupement d'Opérateurs régionaux, les dispositions ci-dessus s'appliquent à chacun des membres du groupement.

### 5.2. Non-cumul

Le Bénéficiaire s'engage à ne pas cumuler, de quelque manière que ce soit, la subvention octroyée au titre du présent appel à projets avec tout autre financement, de quelque nature qu'il soit, notamment européen, poursuivant le même objet ou concourant aux mêmes fins.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à ne pas cumuler la subvention perçue dans le cadre du présent appel à projets avec un financement concurrent, quel qu'en soit le bénéficiaire, accordé au titre des programmes de financement à l'équipement numérique des acteurs de l'offre de soins mis en place par l'ANS.



## 5.3. Montant du financement

Pour chaque projet retenu et sous réserve de sa bonne et complète mise en œuvre, l'ANS attribue un financement au bénéficiaire, sous la forme d'une subvention.

Son montant définitif est calculé sur la base des coûts admissibles réellement engagés par le Bénéficiaire pour la mise en œuvre du projet retenu, tels que<sup>3</sup> mentionnés dans le rapport financier produit par le Bénéficiaire, desquels seront déduites les recettes de toute nature (notamment sous forme d'aides) qui pourraient être perçues.

Chaque convention conclue entre un Bénéficiaire et l'ANS indique un montant prévisionnel de subvention, déterminée sur la base du dossier de candidature remis, dans la limite de l'enveloppe totale allouée à l'appel à projets.

Ce montant prévisionnel tient notamment compte, d'une part, du niveau d'avancement des développements existants des modules prévus dans le REM DCC (annexe du dossier descriptif lui-même annexé au présent cahier des charges, intitulée chapitre 14 synthèse des services socles et métiers) et donc des développements restants à effectuer par le Bénéficiaire ainsi que les mécanismes mis en œuvre pour intégrer la solution numérique au sein de l'écosystème régional pour atteindre les objectifs de l'appel à projets, et d'autre part du budget prévisionnel remis par le Candidat à ce titre.

Le montant définitif de la subvention ne peut être supérieur à son montant prévisionnel. Les Organismes régionaux « pilotes » Bénéficiaires pourront obtenir une subvention calculée à partir des estimations de dépenses liées au développement de la solution numérique correspondant au temps I du projet intitulé « Développements techniques » mais également à partir des dépenses liées au déploiement de la solution dans son écosystème régional et correspondant au temps II du projet intitulé « Déploiements techniques ». Les Organismes régionaux « partenaires » Bénéficiaires pourront obtenir une subvention calculée à partir des estimations de dépenses liées uniquement au déploiement de la solution dans son écosystème régional et correspondant au temps II du projet intitulé « Déploiements techniques ».

---

<sup>3</sup> Les coûts associés à la mise en conformité d'une solution DCC, et déjà financés par le biais de programmes de financement SEGUR numérique, ne seront pas financés.



Les coûts éligibles pour le calcul du montant de la subvention doivent être en lien avec le projet et nécessaire à sa réalisation sont les suivants :

- Dépenses de personnel correspondantes notamment :
  - aux salaires et primes des personnels (la nature des personnels concernés sera précisée) dans la limite de la durée du projet.
  - aux charges sociales afférentes, y compris les cotisations assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés et taxes sur les salaires.
  - aux indemnités des stagiaires recrutés et affectés au projet, dans la limite de la durée du projet.

-> Le bénéficiaire doit pouvoir justifier du temps passé par le personnel affecté au projet. La quotité de temps affecté au projet pour chaque personnel devra être renseignée dans le rapport financier final. **A cet effet, et afin d'éviter les allers-retours lors des contrôles finaux, une méthodologie pour calculer les coûts de personnel sera partagée avec le bénéficiaire au moment du conventionnement.**

- Dépenses de fonctionnement (achats de consommables liés à la réalisation du projet tel que le petit matériel par exemple, prestations de services, locations, prestations intellectuelles, ...);
- Dépenses d'équipement (concernant les logiciels en lien avec le projet uniquement, achat, maintenance...);
- Frais de gestion (montant éligible s'élevant à un maximum de 8% de l'ensemble du coût total des dépenses éligibles effectivement payées par le Bénéficiaire (personnel, fonctionnement, équipement,);
- les frais de gestion recouvrent les frais d'administration générale en lien avec la gestion administrative et le suivi du projet, l'achat de consommables de bureau, les frais de réception des réunions, colloques et séminaires...)
- Autres ressources servant à financer le projet (dons, cessions, apports des équipes bénéficiaires inclus...)

Chaque candidat présente, au moyen de **l'annexe financière** du dossier de candidature, un budget prévisionnel sincère du projet détaillant les postes de coûts. Le comité d'engagement en charge de l'instruction des candidatures se réserve le droit de modifier



les coûts prévisionnels annoncés et de demander une mise à jour de ladite annexe. L'annexe financière servira également en fin de phase à l'établissement du rapport financier, accompagné des éléments de justification et de paiement des différentes dépenses.

## 5.4. Modalités de versement du financement

Le financement porté par l'ANS est versé comme suit :

**Pour un Organisme régional « pilote » concerné uniquement, en ce qui concerne le présent appel à projets, par la Phase 1 du Projet :**

- **une avance**, correspondant à 60 % du montant du financement inscrit dans la convention visée à l'article 4.3 ci-avant, à la signature de cette dernière ;
- **le solde du financement**, calculé sur la base des coûts réels mentionnés dans le rapport financier final, à la fin du projet, une fois remis le rapport d'activité finale et rapport financier final visé par une autorité financière (expert-comptable, commissaires aux comptes etc., ou agent comptable pour une structure publique) et l'ensemble contrôlé et confirmé conforme par les services compétents de l'ANS.

**Pour un groupement d'Organismes régionaux autour d'une même solution :**

- 1- Phase de développement et déploiement au sein de l'Organisme régional « pilote » :
  - **une avance**, correspondant à 60 % du montant du financement inscrit dans la convention visée à l'article 4.3 ci-avant pour la phase de développement et de déploiement au sein de l'Organisme régional « pilote », à la signature de cette dernière ;
  - **le solde du financement** pour la phase de développement et de déploiement au sein de l'Organisme régional « pilote », calculé sur la base des coûts réels mentionnés dans le rapport financier final, à la fin du projet, une fois remis le rapport d'activité finale et rapport financier final visé par une autorité financière (expert-comptable, commissaires aux comptes etc., ou agent comptable pour une structure publique) et l'ensemble contrôlé et confirmé conforme par les services compétents de l'ANS .



- 2- Phase de déploiement au sein des Organismes régionaux « partenaires » :
- **une avance**, correspondant à 60 % du montant du financement inscrit dans la convention visée à l'article 4.3 ci-avant pour la phase de déploiement au sein de l'Organisme régional « partenaire », à la signature de cette dernière ;
  - **le solde du financement** pour la phase de déploiement au sein de l'Organisme régional « partenaire », calculé sur la base des coûts réels mentionnés dans le rapport financier final, à la fin du projet, une fois remis le rapport d'activité finale et rapport financier final visé par une autorité financière (expert-comptable, commissaires aux comptes etc., ou agent comptable pour une structure publique) et l'ensemble contrôlé et confirmé conforme par les services compétents de l'ANS.

Sans préjudice des dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 14 mai 2024, la convention mentionnée à l'article 4.3 ci-dessus prévoit les conditions dans lesquelles le financement peut être retiré par l'ANS et le remboursement des sommes perçues ordonné, notamment en cas de méconnaissance par les bénéficiaires, des dispositions du cahier des charges ou des stipulations de la convention ou de fraude.



## 6. Confidentialité et communication

L'ANS s'assure que les documents transmis dans le cadre du présent appel à projets sont soumis à la plus stricte confidentialité. L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidatures est tenu à la plus stricte confidentialité.

Une fois le projet sélectionné, les bénéficiaires sont tenus de mentionner le soutien apporté par le Ministère du travail, de la santé, des Solidarités et des familles (délégation ministérielle au numérique en santé) et de l'ANS dans leurs actions de communication et la publication de leurs résultats avec la mention unique « ce projet a été soutenu par la délégation ministérielle au numérique en santé (DNS) et l'agence du numérique en santé (ANS) » ainsi que la source du financement en précisant que « le financement du projet relève du programme Ségur numérique, entièrement pourvu par des fonds européens, dans le cadre du plan de relance et de résilience européen ». Cette mention est associée à l'usage du logo EU, conformément au kit de communication disponible en cliquant sur lien : [Plan France Relance : le kit de communication | economie.gouv.fr](https://economie.gouv.fr/plan-france-relance/le-kit-de-communication)

Toute opération de communication doit être concertée entre les bénéficiaires et l'ANS, afin de vérifier notamment le caractère diffusable des informations et la conformité des références. L'Etat et l'ANS pourront communiquer sur les objectifs généraux de l'appel à projets, ses enjeux et ses résultats, ainsi que sur les projets retenus, dans le respect des secrets des affaires.

Enfin, les lauréats sont tenus à une obligation de transparence et de reporting vis-à-vis de l'Etat et de l'ANS, nécessaire à l'évaluation ex-post des projets ou de l'appel à projets.